

● (1240)

Collectivement et individuellement nous avons le devoir de transmettre le message à nos circonscriptions, dans les salles paroissiales, les clubs de judo, à toutes les entreprises communautaires, à tous les groupes méritants et bien intentionnés qui font partie intégrante de notre système. Nous devons leur dire que les temps ont changé, qu'ils doivent s'intégrer au nouveau système et s'adapter aux nouvelles attitudes et à la nouvelle façon de penser et que le gouvernement ne peut pas être la solution de premier recours. Tout le monde doit dire: «Le gouvernement est notre tout dernier recours.»

La façon de penser qui a prédominé jusqu'ici et la méthode suivie pendant des années se sont transformées en habitudes qu'il est presque impossible de changer. C'est ce qui a fait rompre la digue. Chacun d'entre nous doit maintenant se dire que le gouvernement ne doit intervenir qu'en dernier ressort. Nous reconnaissons que certains membres de notre société ne sont pas en mesure de réagir et de résoudre leurs propres problèmes. Nous fournirons à ces personnes une stabilité garantie et nous satisferons à tous leurs besoins essentiels.

Pour tous les autres qui ont le choix, il faut se demander ce que nous pouvons faire pour nous-mêmes. Pour favoriser l'initiative, la motivation, et les orientations nouvelles, nous devons, vous, monsieur le Président, le premier ministre, moi et tous les députés apporter ce nouvel ingrédient, permettre cette nouvelle compréhension, cette nouvelle disposition aussi bien sur le plan collectif qu'individuel. Pour que notre pays progresse sur la voie de la prospérité, nous devons unir nos efforts en disant que nous voulons essayer quelque chose de neuf.

Car nous avons essayé toutes les autres solutions. Nous avons essayé tous ces remèdes qui consistent à endiguer les marées. Nous avons entendu gronder les flots. Nous avons jeté de l'argent. Mais il y avait une brèche dans la digue. Nous avons jeté encore de l'argent. Nous avons été témoins d'agitations. Nous avons essayé encore des solutions à moyen et à court termes, mais jamais au cours des 25 dernières années, nous n'avons assisté à un effort national concerté pour harmoniser nos rapports et cimenter nos volontés.

Pourquoi les Canadiens luttent-ils non pour le droit de travailler davantage, mais pour travailler moins? Pourquoi fait-on toujours appel au gouvernement, pourquoi lui réclame-t-on des solutions, de l'argent et des prestations? Où a-t-on pris cette habitude?

Pourquoi est-on si différent chez nos voisins du Sud? Qu'est-ce qui peut bien les inciter à faire la queue sur les routes à 5 h 30 du matin pour profiter du droit et du privilège de travailler? Qu'est-ce qui les y oblige? A quel motif répondent-ils? C'est le motif de la prospérité. Ils croient qu'ils ont le droit de s'unir et de jouir du fruit de leur labeur, de participer et de profiter des bénéfices. C'est un plaisir et un bonheur qu'ils chérissent, qu'ils ont su maîtriser. Il existe là-bas une volonté

Pouvoir d'emprunt

et un consensus à l'échelle nationale parce que l'exemple vient de haut. C'est ce qui nous a manqué ces dernières années, l'exemple. C'est notre nouvel espoir, la nouvelle aube qui se lève pour le Canada, l'exemple et le changement.

Que doit faire le gouvernement? Ne pas embaucher davantage. Il paie déjà suffisamment en salaires. Il n'en peut plus. Le gouvernement du Canada ne veut pas accroître le nombre de ses employés. Nous voulons plutôt en laisser partir. Où iront-ils? Ils iront vers ces nouveaux emplois créés grâce aux attitudes nouvelles, aux initiatives et au nouvel élan que le gouvernement saura donner.

M. Riis: On croirait entendre Bill Bennett.

M. McInnes: Le revers de la médaille, c'est peut-être le président Mitterrand. Je devrais peut-être adopter les propos et la théorie, l'encouragement et les initiatives de mon savant ami. Je les ai entendus. Le président Mitterrand et les Français les ont mis à l'essai. A l'heure qu'il est, ils battent en retraite, et plus vite encore que Napoléon n'aurait jamais pu sortir de Russie.

Nous pouvons en tirer une certaine orientation et inspiration. Nous avons l'avantage de l'expérience de Margaret Thatcher. Celle-ci est aimée par son peuple, non pas parce qu'elle est une femme, ni parce qu'elle est belle, mais parce qu'elle est déterminée. Elle a une idée, un objectif, et elle a confiance. Devinez ce qui se passe en Grande-Bretagne pour la première fois en 25 ans. Il existe une volonté nationale, laquelle se traduit par la détermination des gens. Chaque fois qu'ils ont l'occasion de la confirmer dans ses fonctions par un vote, ils le font.

M. Riis: Lisez un seul ouvrage au sujet de ce qui se passe là-bas.

M. McInnes: J'entends le député, qui n'a pas été avare de suggestions durant ma dernière intervention, dire: «Que fait le gouvernement pour la petite entreprise? Comment l'aide-t-il?»

M. Riis: J'ai dit cela?

M. McInnes: Le compte rendu confirmera que le député s'est exprimé en ces termes-là. Les petites et grandes entreprises de même que les particuliers ont maintenant une nouvelle chance. Je montrerai maintenant comment les Canadiens réagiront à la nouvelle orientation et aux nouvelles initiatives.

Au cours d'une conversation, l'autre jour, le ministre des Finances (M. Wilson) nous a dit qu'il avait reçu l'appel d'un Canadien de 93 ans qui s'est retiré des affaires. Il était découragé et avait dit: «Il n'y a plus d'espoir. On n'encourage pas l'entreprise privée et on le lui laisse plus aucune place dans la société». C'était il y a quelques années, alors qu'il avait atteint l'âge bien mûr de 85 ans. Il errait à l'aventure, cherchant sa voie, la terre promise pour ainsi dire.